



NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



NC/

UN/SA COLLECTION

Distr.  
GENERALE

A/C.3/35/12  
13 novembre 1980

ORIGINAL : FRANCAIS

---

Trente-cinquième session  
TROISIEME COMMISSION  
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre datée du 11 novembre 1980, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la République socialiste du  
Viet Nam auprès des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un document sur l'assistance humanitaire à la frontière khméro-thaïlandaise et vous prie de bien vouloir faire circuler cette note ainsi que ce document comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 12 de l'ordre du jour de la trente-cinquième session.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent,  
(Signé) HA VAN LAU

LE LONG DE LA FRONTIERE KHMERO-THAÏLANDAISE  
L'OPERATION D'ASSISTANCE HUMANITAIRE SOMBRE  
DANS UNE ANARCHIE MEURTRIERE

Le Monde, 21 octobre 1980

Bangkok. - Un an après son lancement, l'opération d'assistance humanitaire au Cambodge est, à Bangkok, l'objet de révélations scandaleuses. Le long de la frontière khméro-thaïlandaise, elle sombre dans une anarchie meurtrière qu'alimentent le marché noir et le gaspillage. L'arrestation récente par le FBI, à Washington, d'un fonctionnaire américain de l'Agence internationale pour l'aide et le développement (AIAD) au moment où il touchait un pot-de-vin met en lumière les manipulations et pratiques de corruption dont l'aide internationale est trop souvent l'objet. M. George Warner est accusé d'avoir extorqué quelque 134 000 dollars à des sociétés locales, et notamment à la compagnie helvétique Sulsindo, qui l'a dénoncé, les menaçant de passer contrat avec d'autres fournisseurs si des commissions ne lui étaient pas versées secrètement. Sulsindo avait accepté ce marché.

Fonctionnaire de l'aide américaine, M. Warner avait été nommé l'an dernier au Bureau du Programme alimentaire mondial (PAM) à Bangkok pour contrôler l'utilisation des fonds alloués par le Congrès américain à cette organisation des Nations Unies. Une part substantielle de cette "aide liée" sert à l'achat par le PAM de fournitures qui sont remises à des organisations confessionnelles américaines privées opérant le long de la frontière. Ces agences travaillent en étroite association avec les organisations internationales de l'ONU, avec l'ambassade des Etats-Unis à Bangkok et avec l'état-major thaïlandais. M. Warner, qui était l'intermédiaire des Etats-Unis auprès du PAM et celui du PAM auprès des sociétés commerciales privées, aurait acheté pour quelque 5 millions de dollars des semences de riz (environ 20 000 tonnes) destinées à la relance de l'agriculture cambodgienne.

Situation qui montre assez bien l'influence que peuvent exercer sur la politique des organisations internationales les gouvernements qui les financent, ainsi que les groupes et sociétés avec lesquels elles sous-traitent leurs achats. La compagnie Sulsindo, par exemple, sert, depuis un an, d'intermédiaire privilégié entre les organisations des Nations Unies et les milieux gouvernementaux et privés thaïlandais pour l'achat et la fourniture de vivres et de marchandises destinées aux Cambodgiens.

DE GRAVES RETARDS

L'Affaire Warner prolonge, et risque de relancer, un autre scandale de l'aide dans lequel la FAO (organisation soeur du PAM), ou du moins certains de ses fonctionnaires, se trouve sur la sellette. Dans les deux cas, des enquêtes se poursuivent et pourraient aboutir à de nouvelles révélations, voire à des arrestations de fonctionnaires. Au mois de juin dernier, le Gouvernement thaïlandais,

/...

tout en proclamant sa volonté d'aider à sauver le peuple cambodgien, décida de prendre la part du lion et la place des sociétés privées dans les ventes de semences de riz aux organisations internationales. Il imposa alors à la FAO des transactions jugées exorbitantes, qui ont coûté à l'organisation plus de 2 millions de dollars, et qui ont occasionné de graves retards dans la livraison au Cambodge de 15 000 tonnes de semences supplémentaires.

Jusqu'alors, le PAM avait acheté au prix de 225 à 240 dollars la tonne, 23 000 tonnes de semences valant sur le marché local entre 150 et 175 dollars la tonne, soit pour les divers intermédiaires, un bénéfice à partager de 65 à 75 dollars par tonne ou, pour cette seule affaire, entre 1 500 000 et 1 700 000 dollars.

Le gouvernement ne touchait sur ces transactions qu'une maigre ristourne de 3 p. 100. "Il y avait beaucoup d'argent à se partager, pourquoi le gouvernement se serait-il contenté de 3 p. 100 quand il pouvait gagner 100 dollars par tonne", expliquait dernièrement le ministre de l'agriculture, M. Banharn, dans une interview à la presse locale. Sur avis du gouvernement, il fut donc décidé que la FAO passerait désormais pour ses achats et pour leur manutention par une agence gouvernementale. Hélas! il devait bientôt s'avérer que cette bureaucratie était dépourvue des moyens dont disposait le secteur privé pour mener à bien toute l'affaire dans les délais nécessaires.

#### "UN VOL PUR ET SIMPLE"

Pour résumer un processus compliqué (où sont intervenus les faux documents, les trucages, les pressions du secteur privé et les errements des bureaucraties des deux parties), il suffit d'indiquer que la FAO accepta finalement de payer des taxes, bonus et royalties qui n'avaient pas été imposés auparavant et qui portèrent le prix de la tonne de semence à 370 dollars. De surcroît, le gouvernement ne donna l'autorisation d'exporter qu'après le paiement d'un rappel de 750 000 dollars sur des achats antérieurs et de 1 200 000 dollars pour les taxes et frais de manutention des 15 000 tonnes nouvellement requises. La FAO, non sans résistance, dit-on, régla donc une facture qui représentait, par rapport au prix maximal payé en avril par le PAM, une augmentation de quelque 2 millions de dollars. "Un vol pur et simple", commente un haut fonctionnaire international. A cela sont venus s'ajouter 300 000 dollars, coût de l'immobilisation dans le port de Bangkok de quatre péniches qui ont attendu pendant près de deux mois de marchandages. Finalement, 7 500 tonnes seulement ont été achetées ici. Elles sont arrivées au Cambodge après la date prévue par la FAO.

Le Ministre de l'agriculture, tout en se disculpant, n'a pas démenti les allégations de corruption, bien au contraire. Mais il reste dans le vague. Cela dit, que les Thaïlandais aient cherché à tirer le plus grand profit de leur situation de quasi-monopole dans l'opération d'aide, ce qui n'étonne personne ici, impliquait-il que la FAO se prête à une opération que certains fonctionnaires des Nations Unies assimilent à une "extorsion de fonds"? De source proche de l'organisation, on fait valoir que c'était l'impasse, que les semences manquaient dans la région, que les prix, ailleurs, étaient plus élevées et que le temps

/...

pressait. Cependant, le PAM, soumis dernièrement aux mêmes pressions, est allé chercher 26 000 tonnes de riz en Birmanie et en Inde.

Il ne fait plus de doute aujourd'hui que ces deux affaires ont permis de remplir bien des poches : celles des fonctionnaires et intermédiaires thaïlandais et étrangers. L'arrestation de M. Warner en est la preuve. "Ce n'est que le sommet de l'iceberg. Bien d'autres scandales risquent sous peu de monter à la surface", nous a déclaré un haut fonctionnaire de l'ONU. En revanche, l'opération se solde par un désastre pour les Cambodgiens et aussi pour les bailleurs de fonds de l'aide.

Mais, ces derniers, s'ils se montrent, à juste titre, très pointilleux en ce qui concerne le contrôle des aides au régime vietnamien font, pour des raisons politiques non moins évidentes, preuve d'une grande tolérance devant les rackets dont elle est l'objet de ce côté-ci. C'est encourager ceux qui n'ont aucun scrupule à tirer avantage du malheur des uns et de la charité des autres, saper, à terme, les principes et les motivations mêmes de l'assistance internationale. Et encore, ces scandales pâlisent au regard de ce qui se passe sur la frontière, transformée en un gigantesque marché noir. On estime que les milliers de marchands cambodgiens et thaïlandais qui s'y retrouvent, et qui disposent de toutes les protections nécessaires, font un chiffre d'affaires quotidien supérieur à un million de dollars.

Marchandises, or et pots-de-vin coulent à flot. Tout le monde, marchands comme officiels civils et militaires, en profite largement. Tout le monde, exceptés les fonctionnaires internationaux de l'UNICEF et du CICR chargés de distribuer l'aide dans un secteur transformé en souk où se multiplient les actes de pillage, l'insécurité et les menaces. Il leur est aujourd'hui impossible de dire quelle est la proportion des gens qui ont encore un besoin vital d'assistance, quelle est la proportion des aides distribuées qui parvient réellement à ses destinataires, et quelle est la part, supposée importante, qui revient aussitôt alimenter le marché noir. Limitée, l'opération doit cependant être maintenue, pour des raisons politiques, d'une part, et de l'autre, dans la crainte d'un retour prochain d'une catastrophe alimentaire au Cambodge.

-----